

Pour les Provençaux la voiture est devenue un luxe dont ils ne peuvent se passer



Selon la dernière étude de [l'assurance en ligne Leocare](#), près de 8 habitants sur 10 de Provence-Alpes-Côte d'Azur estiment que la voiture est devenue un bien de luxe. Un luxe dont une très grande majorité ne peut absolument pas se passer.

79% des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur estiment que la voiture est devenue un luxe. Dans le même temps, 69% la jugent indispensable, et 58% déclarent ne pas pouvoir s'en passer au quotidien. Une contradiction apparente, qui cache une vérité plus profonde : cette dépendance n'est pas d'ordre affectif, mais vitale.

Un mode de transport vital

Ainsi pour 52%, la voiture reste le mode de transport le plus vital ; et pour 38%, il n'existe tout simplement aucune alternative crédible. Impossible d'y renoncer pour aller travailler, faire ses courses, chercher ses enfants ou se rendre à un rendez-vous médical.

Ce paradoxe d'une voiture à la fois jugée financièrement inaccessible et ressentie comme essentielle au quotidien ne relève pas d'un simple déséquilibre économique. Il révèle une fragilité systémique : celle d'un pays qui repose sur la mobilité... sans en garantir l'accès.

Un renoncement subi, et non choisi

Loin d'un désintéret volontaire, l'étude révèle que les habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur renoncent par nécessité. 46% d'entre eux ont déjà renoncé à acheter ou remplacer un véhicule faute de moyens. Ce chiffre témoigne d'une tension budgétaire forte, dans un contexte où l'automobile reste perçue comme indispensable à la vie quotidienne.

Parmi les dépenses les plus lourdes :

1. Entretien / réparation : 28%
2. Carburant : 32%
3. Achat / financement : 23%
4. Assurance : 14%
5. Stationnement / péage : 4%

Ainsi, un objet autrefois symbole de liberté et de réussite sociale est devenu un facteur d'endettement contraint pour des millions de foyers.

Une liberté sous crédit : une auto coûte un à trois mois de salaire par an

Un véhicule n'est pas simplement cher à l'achat. 56% des répondants indiquent que leur auto représente entre 5 et 20% de leurs dépenses mensuelles, une part qui a augmenté au fil des années pour 58 % d'entre eux. Le revenu médian français étant d'environ 2 000€, une voiture engloutit donc près d'un à trois mois de salaire chaque année.

Les coûts sont même aujourd'hui tels que près d'1 conducteur sur 5 (15%) a déjà dû contracter un crédit pour faire face à une réparation. La voiture n'est donc plus seulement un investissement ponctuel. C'est une ligne de dépense pesante, fixe, étirée dans le temps.

L'assurance automobile comme marqueur de précarité

Dans ce contexte, l'assurance apparaît comme le seul poste ajustable. 39% des assurés ont déjà réduit leurs garanties, 7% ont renoncé à leur couverture, 16% y songent.

Ce renoncement n'est plus marginal : c'est un marqueur de précarité. Il s'accompagne d'un décalage entre prix perçu et prix payé. 53% jugent qu'une assurance raisonnable se situe entre 41 et 60€/mois. Or, 32% paient plus de 60€, dont 11% plus de 80€.

Le renoncement à l'assurance prend les traits d'un phénomène social émergent, à l'image de ce qui s'est produit sur la santé ou l'énergie : on s'exclut d'un droit que l'on ne peut tout simplement plus payer.

« Ce désalignement entre la norme perçue et la réalité vécue n'a rien d'anodin, constate [Christophe Dandois](#), co-fondateur de Leocare.. Il traduit une tension croissante entre ce que les assurés considèrent comme juste... et ce qui est nécessaire pour leur couverture chaque mois. C'est la définition même d'un choc de défiance. Y répondre, c'est remettre l'assuré au centre du contrat, restaurer l'équité perçue dans la relation et proposer des offres ajustées, au bon prix. C'est le défi de l'assurance pour la prochaine décennie pour conserver l'équilibre entre protection et budget. »



Écrit par Echo du Mardi le 17 septembre 2025

Des Français sans alternative crédible

Loin d'un choix de confort, le recours à la voiture individuelle est souvent une absence de choix. Si 38% des sondés évoquent les transports en commun et 30% des mobilités douces comme le vélo ou la trottinette, 38% déclarent n'avoir aucune alternative crédible à disposition.

« L'automobile ne sera pas moins utile demain, elle sera simplement moins accessible. »

Garantir l'accès à la mobilité, un enjeu à venir

L'étude révèle une tension qui ne cesse de monter : celle d'un accès à la voiture qui ne disparaît pas, mais qui s'efface peu à peu derrière des barrières économiques. 58% des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur ne s'imaginent pas vivre sans véhicule personnel d'ici cinq ans.

Ce sentiment est renforcé par une défiance croissante envers les politiques publiques. Un peu plus d'un tiers des sondés de Provence-Alpes-Côte d'Azur (28%) les jugent trop centrées sur l'électrique (et donc financièrement inaccessible), et 27% estiment qu'elles ne prennent pas suffisamment en compte les réalités de pouvoir d'achat. Derrière ces chiffres, un constat s'impose : l'automobile ne sera pas moins utile demain, elle sera simplement moins accessible.

« Le filtre, aujourd'hui, ce n'est plus seulement le prix. C'est le basculement d'un droit d'usage universel vers un accès sous conditions. Restaurer la confiance, c'est repenser ce contrat implicite : remettre chacun en capacité d'avoir des alternatives, d'accéder, de se déplacer, de se protéger. Ces chiffres ne disent pas qu'il est trop tard. Ils disent qu'il est temps de se (re)mobiliser. » conclut Christophe Dandois.

L.G.